



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240626-2024-06-34-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

REUSSITE EDUCATIVE 2.2

N° : 2024-06-34

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 juin 2024

Date d'affichage :

12 juin 2024

VOTE :

Pour : 33

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER – Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Lydia TCHARLAIAN, Bernard CACACE, Didier BELOT, Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Marc LAMBLIN (pouvoir à Michel BARRIERE), Fabienne GUENOUX (pouvoir à Chantal RATEAU), Gilbert MINELLI (pouvoir à Bernard CACACE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Olivier BELLATON (pouvoir Jean-Michel GENESTIER).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN.

Objet :

**VERSEMENT D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE
A L'ETABLISSEMENT PRIVE SOUS CONTRAT
D'ASSOCIATION SAINT LOUIS/SAINTE CLOTILDE AU
RAINCY POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2023/2024.**

RAPPORTEUR : Marie-Thérèse CORDONNIER

NOTE DE SYNTHÈSE :

En application de l'article L.442-5 du Code de l'éducation et du principe de parité, les communes ont l'obligation de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées sous contrat du premier degré, dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

Le Code de l'éducation, dans ses articles L.442-5 et suivants, expose les conditions pour lesquelles la participation de la commune aux dépenses de fonctionnement des établissements privés sous contrat est obligatoire (élève scolarisé dans une école privée sous contrat d'association située dans sa commune de résidence, élève scolarisé dans une école privée sous contrat d'association située hors de sa commune de résidence) et la nature des dépenses qui doivent obligatoirement être prises en charge par la commune de résidence de l'élève.

La commune n'est cependant tenue d'assumer la prise en charge des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires privées sous contrat d'association qu'en ce qui concerne les élèves domiciliés sur son territoire.

Pour les communes concernées, la participation aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privés sous contrat du premier degré est calculée à hauteur des dépenses de

fonctionnement consenties pour les écoles publiques. Les dépenses d'investissement sont exclues du calcul du forfait communal.

Accusé de réception en préfecture
N° 26-2024-00000
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024

Par ailleurs, l'article R. 442-47 du Code de l'éducation dispose qu'en aucun cas, les avantages consentis par les collectivités publiques pour le fonctionnement des classes sous contrat d'association ne peuvent être proportionnellement supérieurs à ceux consentis par les mêmes collectivités et dans le même domaine aux classes de l'enseignement public correspondantes du même ressort territorial.

La loi n°2019-791 du 26 juillet 2019, dite « pour une école de la confiance », a abaissé l'âge de l'instruction obligatoire de 6 à 3 ans et emporte de fait l'obligation de financement des classes maternelles privées sous contrat, dans les mêmes conditions que les classes maternelles publiques.

Il y a également lieu de noter qu'aucun accord préalable du maire, qu'il s'agisse du maire de la commune de résidence ou, le cas échéant, du maire de la commune d'accueil, n'est exigé pour la scolarisation dans un établissement privé, conformément au principe de liberté de choix des parents garanti constitutionnellement.

En application de ces dispositions et par délibération 2022-12-85 en date du 19 décembre 2022, la Ville du Raincy a décidé de conventionner avec l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction deux fois, en fixant la contribution du forfait communal à 1268,00€ par élève maternel raincéen et à 600,00€ par élève élémentaire raincéen.

Pour l'année scolaire 2023/2024, l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde a transmis par courrier du 12 janvier 2024 la liste des 22 élèves maternels raincéens et des 40 élèves élémentaires raincéens scolarisés dans son établissement, ce qui représente une participation financière de 51 896,00€.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009,
VU le Code de l'Education, notamment ses articles L. 442-5 et suivants,
VU la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012,
VU la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019,
VU la délibération 2022-12-85 en date du 19 décembre 2022 relative à la convention entre la Ville du Raincy et l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde fixant la contribution du forfait communal pour les enfants raincéens,
VU la liste des élèves maternels et élémentaires raincéens transmis par l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde pour l'année scolaire 2023/2024,
VU le Budget primitif de l'exercice 2024 et suivants,
CONSIDERANT l'avis de la commission vie municipale du 12 juin 2024,

LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE, APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE :

ARTICLE 1 : APPROUVER le versement d'une participation financière d'un montant maximum de 51 896,00€, sous réserve des vérifications administratives à l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde pour l'année scolaire 2023/2024 en application de la délibération 2022-12-85 en date du 19 décembre 2022 relative à la convention entre la Ville du Raincy et l'établissement privé sous contrat d'association Saint Louis/Sainte Clotilde fixant la contribution du forfait communal pour les enfants raincéens, la contribution du forfait communal à 1268,00€ par élève maternel raincéen et à 600,00€ par élève élémentaire raincéen.

ARTICLE 2 : PRELEVER les dépenses afférentes à cette délibération sur les crédits inscrits au Chapitre 011 du Budget communal 2024 et suivants.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240626-2024-09-34-A1
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME


Jean-Michel GENESTIER
Le Maire,

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240626-2024-06-34-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024